

Un sous-préfet assassiné

Au Rwanda, l'Eglise dans la controverse

La revue française «Goliath magazine» (1), rédigée par des chrétiens d'ordinaire très critiques à l'égard de l'institution, suscite une vive polémique en France. Non seulement parce qu'elle révèle qu'un prêtre rwandais, le P. Wenceslas, a été accueilli par l'Eglise de France, mais aussi, plus globalement, parce que la revue analyse le rôle historique de l'Eglise au Rwanda et l'attitude équivoque adoptée par certains de ses membres. Le P. Wenceslas a été appréhendé vendredi par les gendarmes, à Montélimar, sur base de la commission rogatoire d'un juge d'instruction. La revue «Goliath» publie aussi le nom d'une trentaine de prêtres et de religieuses qui, selon elle, auraient été impliqués dans le génocide et elle dénonce la manière dont la plupart d'entre eux ont trouvé abri à l'étranger. Si de nombreuses imprécisions et inexactitudes de détails agacent en cours de lecture du dossier, il est en revanche surprenant et difficilement admissible de retrouver le nom d'André Sibomana dans la liste des religieux impliqués. André Sibomana, qui est aujourd'hui administrateur apostolique du diocèse de Kapyayi et exerce des fonctions d'évêque, est surtout connu pour ses activités de journaliste: rédacteur en chef du journal «Kinyamateka», il a obtenu en 1994 le prix de Reporters sans frontières.

Le père Wenceslas est libéré

Le père Wenceslas Munyeshyaka, le prêtre rwandais soupçonné d'avoir participé au génocide, a été libéré et placé sous contrôle judiciaire à la suite d'une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes. Le prêtre avait été mis en examen pour génocide, tortures, mauvais traitements et actes inhumains et dégradants. L'association Juristes sans frontières basée à Montpellier s'est déclarée très déçue par cette décision. Le cas du père Wenceslas avait été porté à la connaissance du public par la revue catholique contestataire «Goliath». (D'après AFP.)

Le Soir 12-8-95

C'est que Sibomana, bien avant le déclenchement de la guerre de 1990, dénonçait les abus et les crimes du régime Habyarimana et animait l'Association pour la défense des droits de l'homme. Ses intimidations, les menaces qu'il n'a jamais manqué, et, à plusieurs reprises, on a pu craindre pour sa vie. Sibomana aujourd'hui encore, diffuse des informations dérangeantes, et l'apparition de son nom dans «Goliath» a entraîné une vive protestation dans le chef de Reporters sans frontières. Ce qui est certain, c'est que Sibomana, un Hutu originaire de Gitarama et proche de la Première République, n'a jamais ménagé ses critiques à l'égard du clan Habyarimana, mais a toujours été réservé à l'égard du FPR.

Aujourd'hui, Sibomana, dont le prestige moral est indiscutable, se montre aussi critique à l'égard du nouveau régime qu'il était précédemment, ce qui lui a valu sans doute de se retrouver indûment placé sur la liste des coupables présumés. A ce sujet, Christian Terras précise que Sibomana a en tous cas aidé certains prêtres suspects à quitter le pays. Ce qui n'est vraiment pas la même chose qu'être complice du génocide!

Christian Terras, qui estime qu'un siècle d'évangélisation se trouve remis en cause au Rwanda, souligne la différence d'attitude entre une Eglise catholique qui fait front contre la critique et l'Eglise anglicane: Cette dernière a donné trois mois aux prêtres et aux prélats se trouvant à l'étranger pour qu'ils rentrent au pays. Faute de quoi, leur cas sera examiné et ils risqueront d'être destitués. L'archevêque anglican sud-africain Desmond Tutu vient d'ailleurs d'arriver au Rwanda.

SOUS-PRÉFET ASSASSINÉ

Par ailleurs, le sous-préfet de Ruhango, son épouse et trois autres personnes ont été assassinés. Placide Koroni était un Hutu, considéré comme modéré et membre du parti du Premier ministre, le Mouvement démocratique républicain. M. Koroni avait été arrêté au début de l'année, sans aucun mandat; il était l'un des rares fonctionnaires rétabli dans ses fonctions après la victoire du FPR, et de nombreux survivants avaient témoigné de son rôle exemplaire durant les massacres. Nous

avons rencontré M. Koroni dans la prison de Gitarama où il subissait des conditions de détention à peine moins ignobles que la plupart des détenus: il disposait d'un matelas. Voici moins d'une semaine, il avait été libéré avec l'ancien bourgmestre de Musambira, Justin Nyandwi. M. Koroni et sa famille ont été brûlés vifs dans leur maison.

COLETTE BRAECKMAN

(1) Revue Goliath, bimestriel, juillet-août 1995.

Le Soir 29-07-95

Le Soir 11 8-95

L'Eglise sur la sellette à propos du Rwanda

Alors que la chambre des mises en accusation de Nîmes a décidé d'attendre quelques jours avant de décider ou non de la remise en liberté provisoire du père Wenceslas Munyeshyaka, la polémique s'enfle autour du rôle joué par l'Eglise catholique, ou en tout cas par certains prêtres, durant le génocide. Christian Terras, le directeur de la revue «Goliath», qui a le premier exposé le cas du Père Wenceslas réfugié en France, a publié un article dans «Libération» dénonçant le travail révisionniste mené par l'Eglise catholique qui, interpellée sur la responsabilité de nombre de ses prêtres dans le génocide, crie à la manipulation.

A ce sujet, à Rome, la maison-mère des Pères blancs a rejeté les accusations de complaisance ou de complicité que certains voudraient insinuer contre l'Eglise de France et la société des missionnaires d'Afrique au sujet de l'abbé Wenceslas Munyeshyaka. Les Pères blancs affirment que le curé de la paroisse de la Sainte-Famille n'a bénéficié d'aucune protection ni d'aucune faveur autres que celles que la France garantit à tout homme résidant légalement sur son sol.

Par ailleurs, si avec l'affaire Wenceslas, la revue «Goliath» a soulevé un «lièvre» d'importance, la revue catholique contestataire a suscité, dans le même numéro, une autre polémique, beaucoup plus pénible, celle-là: avec beaucoup de légèreté, elle a publié le nom de l'abbé André Sibomana parmi les prêtres coupables de génocide. Cette

accusation a suscité les vives protestations de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme qui connaissent, depuis des années, le combat mené contre la dictature par André Sibomana, prêtre et journaliste, directeur du journal «Kinyamateka», et l'association «Reporters sans frontières» a introduit une action en référé pour obliger «Goliath» à rétracter cette information.

Cette attaque contre André Sibomana est en effet consternante à plus d'un titre: parce qu'elle jette le doute sur l'ensemble de l'enquête, par ailleurs très courageuse, menée par «Goliath», mais aussi parce qu'elle laisse transparaître un dangereux procès d'intention. En effet, originaire de Gitarama dans le Sud, proche de la Première République de Kayibanda, le prêtre-journaliste n'a jamais ménagé ses critiques à l'égard du régime Habyarimana et de son clan nordiste qui avaient confisqué le pouvoir. Mais par ailleurs, il n'a jamais eu de sympathie non plus pour le Front patriotique, ce que d'aucuns aujourd'hui pourraient lui reprocher, estimant qu'il serait proche de la tendance «Hutu power». Un tel procès d'intention, relayé, involontairement peut-être, par «Goliath», pourrait, dans le Rwanda d'aujourd'hui, avoir des conséquences dramatiques et faire de Sibomana, une fois encore, la cible d'extrémistes, désireux de discréditer le régime ou d'assouvir des vengeances personnelles.

C. B.